



# LA LETTRE DU RENSE

Réseau nigérien de Suivi Evaluation

N°01

## EDITORIAL

Depuis 1999, le Réseau Nigérien de Suivi Evaluation se développe de manière considérable. De 40 membres à ses débuts, nous sommes aujourd'hui plus de 250 et jouissons d'une reconnaissance internationale auprès des autres communautés d'évaluateurs.

Qui êtes-vous ? En regardant bien : chevronnés du suivi évaluation ou non, travaillant dans l'administration, des ONG, des centres de recherches, des agences bilatérales ou multilatérales de coopération au développement ou consultants indépendants, vous exercez dans tous les secteurs et toutes les disciplines, à Niamey ou en région, aussi bien évaluateurs professionnels qu'utilisateurs des produits des évaluations. Le Réseau se nourrit de cette incroyable et unique diversité d'approches, de méthodes et de connaissances. Les outils privilégiés pour canaliser et développer ces énergies sont les groupes de travail, les fora de discussion, le site Internet du Réseau et la présente Lettre d'information. Clairement, ses objectifs sont de rompre l'isolement des évaluateurs, développer une culture d'évaluation « responsable » et promouvoir l'expertise nationale au Niger, voire au-delà de nos frontières. Le ReNSE est ainsi reconnue comme une véritable organisation d'intérêt public, à l'heure où le besoin d'information et de formation sur l'évaluation des politiques publiques et interventions de développement ne s'est jamais fait aussi fortement ressentir auprès des citoyens.

Sommaire	
Le Suivi Evaluation : Concepts et Méthodologie	2
Comment mieux connaître la pauvreté et ses déterminants au Niger ?	4
Introduction à la méthode des tableaux de bord pour le suivi de l'Education pour Tous	6
Le Partenariat dans l'Evaluation de l'Aide au Développement	7
Les communautés d'évaluateurs se renforcent entre Paris, Lima et Johannesburg	9
A vos calepins !	12
Evaluations au Niger 2004-2003	12
Une bibliothèque sur le suivi évaluation	13
Le Comité de coordination se renouvèle	14
Annexes graphiques	15

Ce premier numéro de la Lettre est un réel condensé de la vie du Réseau. Il propose en effet des synthèses d'exposés réalisés lors des réunions du réseau, des articles de réflexion sur les problématiques du suivi évaluation, des informations sur l'actualité nationale et internationale de l'évaluation et de nombreuses autres informations facilitant le networking et le développement professionnels de nos membres (évaluations à venir, conférences, séminaires, formations, etc.). Il est particulièrement important de garder et cultiver un regard sur l'extérieur, étant donné les multiples flux d'information entre communautés d'évaluateurs, produit d'un vaste processus international de renforcement des capacités en évaluation. De plus, la place occupée par le ReNSE dans le développement de l'Association africaine d'évaluation (AfrEA) l'amène à jouer un rôle important auprès des pays d'Afrique francophone où se créent et se développent d'autres réseaux de suivi évaluation.

Bonne lecture et à bientôt !

*Le comité de coordination*

## **-REFLEXION-**

### **Le suivi-évaluation : concepts et méthodologie<sup>1</sup>**

Il y a un consensus sur la nécessité d'inclure un volet « suivi-évaluation » dans tout projet. Si la présente note ne discute pas ce constat, elle s'efforce d'apporter un regard critique non pas sur les suivi-évaluations en tant que tels, mais sur leur mise en œuvre. Pour faciliter la discussion, une première analyse consiste à distinguer les évaluations de nature comptable (paragraphe 1) et celles de nature économique et sociale (paragraphe 2). Les deux servent des objectifs différents quoique complémentaires, et la méthodologie est également différente. C'est pourquoi, séparer les deux approches semble à propos.

#### **1. Evaluations comptables**

Une préoccupation de premier ordre dans la gestion de l'aide est l'assurance que les fonds désignés arrivent bien à leurs destinataires. En effet, avant de se poser la question de savoir si le projet a atteint ses objectifs de développement, la première préoccupation est de savoir si l'argent a été dépensé en accord avec ce qui avait été prévu.

L'évaluation comptable de la gestion des projets doit ainsi permettre d'estimer le rapport entre l'argent alloué et l'argent effectivement dépensé. De plus, la centralisation au niveau du gouvernement ou des bailleurs de fonds des activités de suivi-évaluation (tel que cela est prévu dans le cadre de la Stratégie de Développement Rural, SDR), permet l'obtention d'information sur la nécessité des contrôles ; en d'autres termes, il est capital de pouvoir chiffrer la question suivante : quel est l'impact d'1 FCFA dépensé en gestion (intensité du contrôle du personnel, fréquence des audits) sur le ratio argent dépensé/argent effectif ? Ainsi, chaque chef de projet pourra prendre une décision informée quant à l'arbitrage entre argent détourné et argent dépensé en gestion afin que le traitement ne soit pas plus coûteux que le mal lui-même ! Notons que le suivi-évaluation, dans sa composante audit, est un outil incitatif en tant que tel.

#### **2. Evaluations économiques et sociales**

Dans la section précédente, le suivi-évaluation était réduit à sa dimension comptable. En revanche, dans la présente section, est discuté l'impact économique des projets, et le rôle déterminant d'un suivi-évaluation approprié pour en mesurer l'ampleur ou l'absence. La question fondamentale à laquelle une évaluation peut apporter des éléments de réponse est

la suivante : « compte-tenu des objectifs globaux de la SDR, quel projet a le plus grand retour sur investissement ? ». En d'autres termes, les différents acteurs du développement rural au Niger (sans exclusivité) doivent pouvoir obtenir des évaluations des données quantitatives sur l'efficacité relative d'1 FCFA dépensé dans chacun des programmes composant la SDR.

Le reste de cette section est essentiellement méthodologique. A chaque protocole expérimental, une analyse critique des limites sera faite. Notons que la discussion portera uniquement sur l'aspect évaluation économique et sociale, l'aspect comptable ayant été abordé précédemment.

##### *i. Suivi-évaluation avec enquête pré-intervention*

Pour faire évoluer le suivi-évaluation d'une enquête comptable vers une enquête économique, il est absolument nécessaire d'obtenir des informations sur l'économie rurale avant l'intervention. En effet, un impact économique se mesure en augmentation de productivité, augmentation de consommation, augmentation des investissements, etc. Ainsi, pour pouvoir parler d'augmentation, il est nécessaire d'avoir au moins deux mesures, l'une avant et la suivante après l'intervention.

Bien entendu, les contraintes budgétaires ne permettent pas nécessairement la réalisation de deux vagues d'enquêtes. Cependant, l'échantillon sur lequel porte les deux vagues (avant et après intervention) peut être restreint à une plus petite fraction de l'échantillon sur lequel porte le suivi-évaluation comptable. Néanmoins, il est nécessaire de garder à l'esprit qu'une analyse de puissance est cruciale afin de déterminer la taille minimale des échantillons si l'on veut pouvoir distinguer les effets économiques des erreurs de mesure.

##### *ii. Construction de groupes contrôles et de groupes traitements*

Pour répondre à la question de l'impact, il faut explicitement se poser la question suivante : « Quel aurait été la situation de l'économie rurale nigérienne en l'absence d'une intervention ? ». Considérons le schéma no.1 (voir annexe p. 15) pour illustration. L'axe horizontal est l'axe temporel, quant à l'axe vertical, il mesure la variable d'intérêt (consommation, investissement,...) que l'on appellera par simplicité Y. L'indice de temps utilisé fait naturellement référence à la date à laquelle Y est mesurée.

La mesure  $(Y_1 - Y_0)$  ne peut pas être une mesure fiable de l'impact de l'intervention car d'autres événements peuvent également être à la source de l'évolution de Y pendant la période (croissance, autres programmes, événements climatiques...). Il est ainsi important de regarder quel aurait été la situation hypothétique de l'économie en l'absence

<sup>1</sup> Les arguments exposés dans cette note sont largement empruntés d'un rapport écrit à l'occasion de la Revue des Dépenses Publiques réalisées en novembre 2003. Le document est disponible auprès du gouvernement du Niger.

du programme, comme décrit dans le schéma no.2. En effet, dans la situation ainsi décrite, l'économie aurait atteint le niveau  $Y'1$  en l'absence de l'intervention, faisant de l'impact du programme la valeur  $(Y1 - Y'1)$ .

Cependant, il n'est bien évidemment pas possible d'observer la même économie dans deux situations contradictoires (avec et sans intervention). Ainsi, pour palier ce manque, une enquête doit pouvoir inclure l'observation pré et post intervention d'agents qui ne sont pas bénéficiaires du programme. La création d'un groupe de contrôle est en ce sens déterminante. Il sera discuté ultérieurement des problèmes de mise en œuvre d'une telle méthodologie.

### *iii. Les problèmes de sélection : vers une composante aléatoire*



Dans le paragraphe précédent, la comparaison avec le groupe de traitement et le groupe de contrôle permet d'avoir une estimation de l'impact de l'intervention dans l'hypothèse cruciale que les deux groupes sont a priori identiques. Cependant, si une telle hypothèse n'est pas satisfaite, on a affaire à un problème de sélection comme l'illustre le schéma no.3. Si le groupe de contrôle a des caractéristiques propres qui font que sa croissance en l'absence du programme est de toutes façons plus faible que celle du groupe traité (en bleu sur le schéma no.3.), alors la valeur  $(Y1 - Y'1)$  est une surestimation de l'impact, puisqu'elle inclut également la différence liée à la sélection. L'importance des effets de sélection est difficilement estimable a priori, si bien que l'erreur d'estimation peut être importante, et l'on peut même attribuer un impact positif à une intervention qui en fait fut négative !

Pour illustrer ce phénomène, considérons, par exemple, une intervention en milieu rural où les bénéficiaires sont les fermiers qui ont pu soumettre une demande par écrit et en français. Si les bénéficiaires, groupe traitement, sont comparés à des non bénéficiaires, comment interpréter une différence de type  $(Y1 - Y'1)$  si  $Y$  mesure la productivité, par exemple ? En effet, la productivité des individus qui savent écrire, et écrire le français, dans une économie où l'illettrisme avoisine les 85%, est probablement différente de celle des individus qui n'ont pas l'aptitude requise. Aussi, une comparaison systématique contrôle-traitement souffre d'un problème de sélection qui est alors difficile d'estimer : la différence observée est-elle due aux différences intrinsèques entre les individus traités et les individus de contrôle, ou est-elle due au programme ?

La question de sélection se résume alors de la manière suivante : si groupes de contrôle et groupes

traités ne sont pas a priori identiques, les caractéristiques non-observées qui les distinguent peuvent-elles aussi affecter la différence  $(Y1 - Y'1)$  ? Si la différence est « oui », nous sommes en présence de problèmes de sélection. Dans l'exemple précédent, l'aptitude qui conduit les individus à savoir lire et écrire a potentiellement un impact direct sur leurs gains de productivité sur la période observée, indépendamment de l'intervention. Ceci rend l'attribution des gains au programme virtuellement impossible.

La problématique est d'établir un protocole expérimental qui garantisse que les groupes de traitement et de contrôle sont a priori identiques. C'est pourquoi, **introduire une composante aléatoire dans l'allocation de l'intervention résout largement le problème de sélection.** Suit une description à titre d'exemple d'un protocole expérimental qui non seulement permet une évaluation correcte, mais aussi tient compte des problèmes éthiques liés à la construction de groupes de contrôle.

Supposons que le gouvernement prévoit une intervention dans une zone bien précise. Cependant, il est fort probable que des soucis logistiques et financiers ne permettent pas une mise en œuvre simultanée de l'intervention dans tous les lieux géographiques de la zone concernée. Diviser la zone en trois groupes géographiques de manière aléatoire et mettre en œuvre l'intervention dans chacun de ces groupes de manière séquentielle permet de successivement créer les contrôles et traitements. Ainsi, lors de la première vague de mise en œuvre, les villages du premier groupe sont les villages traités, alors que les deux autres groupes constituent le groupe de contrôle. Lors de la seconde vague, le même exercice peut se répéter, dans lequel le troisième groupe est le groupe de contrôle. Ainsi, la caractéristique aléatoire de l'intervention permet d'éliminer les effets de sélection.

Du point de vue strict de l'éthique, on aura tiré au sort les premiers bénéficiaires, sans considération de localisation géographique ou influence politique. C'est pourquoi, sur le plan de l'équité, un tel tirage au sort domine toute allocation arbitraire.

### **3. Conclusion**

Si l'évaluation comptable est importante dans la mise en œuvre des projets, la compréhension de la manière avec laquelle l'économie réagit aux différents programmes de développement est tout aussi cruciale. C'est pourquoi, il a été souligné les problématiques liées à un suivi et une évaluation de la performance économique et sociale d'un projet.

En passant en revue les différents protocoles expérimentaux possibles, l'attention a été portée sur les limites statistiques et donc prédictives de ces

méthodes. Une proposition de protocole expérimental mettant en œuvre une composante aléatoire a pour but de sensibiliser le lecteur sur la nécessité d'obtenir des estimations précises et sans biais des paramètres de l'économie nigérienne afin d'aider la communauté des décideurs à prendre des orientations informées.

**Quy-Toan Do**, Economiste, Development Research Group, Banque Mondiale, qdo@worldbank.org

## **-REFLEXION-**

### Comment mieux connaître la pauvreté et ses déterminants au Niger ?

#### **1. Les actions engagées dans la lutte contre la pauvreté**

Une stratégie nationale de réduction de la pauvreté (la SRP) est en cours d'exécution depuis février 2002. Elle a été élaborée en concertation avec la société civile, qui déploie également des actions dans ce sens sur le terrain. Comme toute politique ou tout programme, la SRP et ses actions doivent faire **l'objet d'un suivi** pour savoir de quelle manière elles sont exécutées et si elles contribuent réellement à la réduction de la pauvreté. Il est en effet fondamental, pour tout responsable de programme, à quelque niveau que ce soit, de savoir en permanence où il en est et d'avoir de bons arguments pour corriger le tir le cas échéant. Il est essentiel que les responsables comprennent qu'un bon système de suivi évaluation (S-E) est un auxiliaire précieux pour l'atteinte des objectifs et pour l'accomplissement du mandat qui leur a été confié.

Cela dit, il n'est pas de bonne stratégie sans une bonne intelligence du terrain. La réflexion stratégique gagnera en qualité avec l'approfondissement de la connaissance sur la pauvreté, sur ses causes et sur ses implications. A l'inverse, la connaissance du phénomène progressera si l'on connaît l'impact des actions entreprises pour la combattre. **Les deux démarches sont bien complémentaires.** La démarche « longue », tournée vers l'étude du développement humain, peut fortement enrichir une démarche plus tournée vers les contingences du court terme et l'exigence de l'action, en garantissant que toutes les considérations de type non économique seront prises en compte.

C'est pourquoi, il a semblé utile de monter un instrument, qualifié d'**Observatoire de la pauvreté**, pour croiser ces deux types d'analyse (amélioration des connaissances sur le phénomène de la pauvreté et appréciation des politiques et des actions engagées pour le combattre) et en sortir des analyses utiles aux décideurs, qui sont :

- Le Gouvernement, pour les ajustements à apporter à la politique de développement ;
- La société civile, pour lui permettre d'améliorer ses propres interventions ;
- Les partenaires extérieurs, pour l'amélioration de leur aide.

#### **2. Comment aboutir à une meilleure connaissance de la pauvreté et de ses déterminants ?**



Depuis 1997<sup>2</sup>, la réflexion sur le développement humain au Niger se poursuit sous l'égide du PNUD. Elle va être reprise et enrichie par

l'Observatoire. Ce travail implique, au premier rang, le système statistique national (SSN) qui, pour l'instant, est **mal adapté** à l'exercice : problème de ressources humaines et matérielles, pas de coordination des travaux sectoriels, insuffisante prise en considération des données régionales et de leur implication en termes de politiques locales. Or, on vient de le voir, une nouvelle demande d'informations et d'analyses sur la pauvreté se manifeste et, là aussi, une participation de la société civile, en rapport avec son importance dans la lutte contre la pauvreté, sera nécessaire.

L'annonce de la transformation de l'actuelle Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux (DSCN) en un **Institut National de la Statistique (INS)** et de la création du Conseil National de la Statistique (CNS), est un signe très encourageant. La perspective d'un projet de renforcement de capacités financé par l'Union Européenne (UE) devrait permettre d'aller vite et de donner à l'INS une bonne base de départ. Qui plus est, ce projet prévoit explicitement la construction d'une banque de données sur la pauvreté et la création d'un Comité National de Suivi de la Pauvreté, avec un Secrétariat Technique logé à l'INS. C'est une sorte d'anticipation de l'Observatoire. L'inclusion de l'Observatoire dans l'INS présentera effectivement de nombreux avantages :

- Le respect du mode participatif qu'on veut donner à ce dispositif. L'INS, en effet, ne sera pas un service administratif ordinaire mais un EPA<sup>3</sup> doté de l'autonomie administrative et, surtout, placé sous la tutelle d'un organe paritaire<sup>4</sup> entre l'administration et la société civile ;
- L'INS est destiné à coordonner les données sectorielles, y compris sociales, et à produire des analyses, ce qui correspond bien à la mission de l'Observatoire ;

<sup>2</sup> 1<sup>er</sup> 6<sup>ème</sup> Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) vient de sortir

<sup>3</sup> Etablissement Public à caractère Administratif

<sup>4</sup> le Conseil National de la Statistique (CNS)

- L'Observatoire constituera un mécanisme d'une structure pérenne. Cette solution évite d'avoir à créer une structure nouvelle, plus soumise aux aléas de la conjoncture et des changements institutionnels et plus coûteuse aussi.

### 3. Comment améliorer le suivi évaluation de la SRP ?

Le suivi-évaluation des programmes et des projets est déjà à l'ordre du jour de quelques ministères. A cet égard, l'expérience du Ministère de l'Education de Base I et de l'Alphabétisation (MEBA) est intéressante<sup>5</sup>. Elle reproduit le schéma évoqué ci-dessus des deux démarches complémentaires. Les projets<sup>6</sup> du Programme Décennal de l'Education (PDDE) sont suivis par une Unité de Programme et l'information est centralisée à la Direction des Etudes et de la Programmation (DEP) du ministère. La DEP suit également une batterie d'indicateurs liés au système d'observation du secteur (statistiques scolaires). La DEP va être à même de croiser ces deux types d'information pour apprécier la contribution du PDDE aux progrès réalisés dans le secteur.

Ce type de disposition va être progressivement étendu aux autres secteurs. Partout, le système d'information sur les projets devra être enrichi par **l'analyse d'impact**. Même là où le suivi classique en termes d'indicateurs de performance (indicateurs d'intrants, dont le suivi des dépenses, de produits réalisés ou de processus, par exemple le respect d'un calendrier) fonctionne, il va falloir y rajouter une appréciation sur la contribution des projets à la réalisation des grands objectifs sectoriels et de ceux de la SRP. Ce volet met en œuvre d'autres types d'indicateurs, les Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV), attachés précisément au suivi des grands objectifs de la SRP ou de ses programmes.

**La connexion avec les anciens services du Plan**, aujourd'hui rattachés au Ministère des Finances et de l'Economie (MFE), n'est en général plus assurée. Elle devra être restaurée pour permettre au Commissariat Chargé du Développement (qui est la structure idoine du MFE) de fournir régulièrement un bilan sur l'avancement des projets de la SRP.

Il va aussi falloir renforcer **l'analyse régionale** pour permettre aux acteurs locaux de suivre leurs politiques et de réagir en connaissance de cause. A l'heure de la décentralisation, cet aspect est essentiel. Par ailleurs, en ce qui concerne la connaissance de l'environnement, les ex-directions régionales du Plan ont eu l'intention de monter des bases de données locales, mais le canevas qui avait

alors été retenu n'a pas été orienté sur l'analyse de la pauvreté. Il faudra relancer cette initiative et l'Observatoire devra assurer l'harmonisation des approches entre les niveaux national et régionaux.

On doit insister sur le rôle majeur de **l'échange participatif**. Il y a déjà des initiatives de suivi participatif au niveau régional. Ces expériences à la base semblent plus riches que celles qui ont pu être organisées au niveau national et c'est une raison supplémentaire pour renforcer l'analyse régionale et mettre l'Observatoire à l'écoute de ce qui se passe sur le terrain. Tout le monde y gagnera, l'administration, les conseils municipaux, les services extérieurs de l'administration et les organisations de la société civile.

### 4. Les grandes lignes du fonctionnement de l'Observatoire

Ses missions peuvent être résumées de la manière suivante :

- Procéder à l'analyse de l'évolution de la pauvreté (poursuite et enrichissement des RNDH) ;
- Croiser cette information avec celle qu'il reçoit sur l'évaluation de la SRP et des autres actions de lutte contre la pauvreté pour en tirer des avis destinés à la prise de décision (administration, société civile, donateurs) ;
- Veiller à ce que l'on mette au point des indicateurs communs entre les niveaux nationaux et régionaux et entre la SRP, les Objectifs du Millénaire pour le Développement, ou d'autres engagements internationaux ;
- Mettre ces indicateurs au service des grandes problématiques de la pauvreté (dont la gouvernance, la démocratie et l'évolution du secteur privé) ;
- Procéder à des études sur des points sensibles (vulnérabilité, rôle du secteur informel, etc.) ;
- Contribuer à améliorer les méthodologies et les instruments d'analyse ;
- S'ouvrir le plus possible au dialogue avec la société nigérienne et le monde extérieur ; mise en place d'un réseau, d'un site internet, organisation de rencontres, d'études communes, etc. ;
- Diffuser l'information auprès du plus grand nombre et entretenir le dialogue sur la lutte contre la pauvreté.

L'Observatoire n'aura aucune vocation à se substituer aux services de l'INS chargés de traiter les données sectorielles (et encore moins à ses correspondants dans les secteurs), à ceux qui sont chargés du S-E au MFE ou encore aux DEP et aux Organisations de la Société Civile qui pratiquent le S-E. Il lui faudra **travailler en réseau** avec ces entités, auxquelles il aura à exprimer ses besoins en information et avec lesquelles il passera des accords pour la fourniture de celle-ci (données et analyses).

L'Observatoire va être conçu comme un dispositif

<sup>5</sup> Elle est prise ici comme exemple, ce qui ne signifie pas qu'elle soit la seule. Une expérience analogue existe au Ministère du Développement Agricole, par exemple.

<sup>6</sup> En prenant ce mot au sens de projet ou de programme

**léger**, constitué d'une équipe d'un grand professionnalisme. Cette équipe devrait comprendre au moins un économiste, un sociologue et un statisticien.

Il devra disposer d'une **grande indépendance de vues**. Le caractère réellement participatif de sa tutelle sera déjà une solide garantie d'indépendance. Il lui faudra également des ressources suffisantes et régulières. A cet égard, le statut de l'INS constitue un avantage.

Il va mettre en place la **dimension régionale** en s'appuyant sur les antennes de l'INS et du MFE en régions et sur les comités de pilotage locaux de la SRP.

Enfin, l'Observatoire ne pourra fonctionner que si les deux réseaux d'information [INS-sectoriels-régions] et [MFE-DEP-régions/projets] fonctionnent correctement. Un appui sera nécessaire dans ces deux domaines. Le seul appui dont la formulation soit très avancée est celui de l'Union Européenne auprès de l'INS et des deux DEP de l'Education et de la Santé. Des renforcements de capacités devront être proposés :

- Aux responsables de projets ;
- Aux autres DEP que celles de l'Education et de la Santé ;
- Au MFE, pour son travail de regroupement des S-E sectoriels de projets ;
- Aux ex-services régionaux du Plan, pour le S-E de projets et la gestion de banques de données locales sur la pauvreté ;
- Au Secrétariat Permanent du DSRP, pour faire le lien entre le dispositif technique de S-E de projets et les décideurs ;
- Aux organisations de la société civile, sur les techniques de S-E.

**Marcel de Montgolfier**, consultant indépendant  
mdemontgolfier@aol.com

Pour accéder au rapport du consultant, visiter le site du PNUD Niger : <http://www.pnud.ne>

## **-METHODES-**

### Introduction à la méthode des tableaux de bord pour le suivi de l'Education pour Tous

Dans le domaine du suivi des politiques d'éducation, il paraît utile de donner quelques indications afin d'aider les lecteurs à se convaincre de l'efficacité de certains outils à leur portée. En effet, depuis la Conférence de Jomtien en 1990, et la Conférence de Dakar en 2000, tous les Etats se sont engagés dans une politique de développement de l'éducation de base avec des nuances qui tirent leurs origines des histoires particulières des systèmes éducatifs et des

pays.

A l'échelle internationale, le suivi ne peut être que comparatiste, ce qui suppose le choix d'indicateurs communs. Ces derniers doivent être simples dans leurs conceptions et ne doivent pas nécessiter un dispositif technique sophistiqué.

De plus, la plupart des pays, surtout en développement, se sont engagés dans des politiques de décentralisation administrative et politique. La décentralisation transfère les niveaux de décision des politiques éducatives au niveau des régions. Ces dernières devront disposer d'outils de diagnostic simples et efficaces, permettant des prises de décision sérieuses et motivées.



La problématique des indicateurs chère aux planificateurs de l'éducation part du principe que sans un bon système d'information sur les systèmes éducatifs, il est impossible de construire un ensemble pertinent d'indicateurs. Or, un bon système d'information coûte cher. Claude Sauvageot note que « la plupart des pays du monde ont mis en place un système d'information (...). Très souvent, il n'a produit que des annuaires statistiques peu accessibles à la plupart des acteurs du système éducatif : décideurs politiques, enseignants, parents, élèves ». <sup>7</sup>

Avec la décentralisation, de nouvelles responsabilités seront transférées aux échelons locaux. Les communes et les différentes instances locales seront chargées du pilotage du système éducatif, ce qui suppose le développement d'un certain nombre de compétences, qui jusqu'alors relevaient de l'échelon central.

Le principe général consiste à faire figurer sur une même image trois éléments, à savoir les données, une représentation graphique des données, et un commentaire bref synthétisant une analyse, sous la forme de note, de l'ensemble données-représentation graphique, afin de préparer une décision (voir illustration p.15).

Les outils utilisés sont des plus courants, c'est-à-dire un tableur (Excel ou autre) qui tourne sur n'importe quel ordinateur. Certaines fonctionnalités de dessin du tableur ont été mises à contribution afin de faire ressortir certains éléments jugés pertinents des représentations graphiques. En particulier, sur certains graphiques, la ligne de parité masculin /féminin, de même que la droite indiquant la tendance d'accroissement de la population, ont été

<sup>7</sup> Claude Sauvageot, *Des indicateurs pour la planification de l'éducation : un guide pratique*, IPE, Paris, 1996, p 12

tracées.

Chacun des indicateurs devra permettre de :

- Mesurer la distance par rapport à un objectif, ce qui suppose qu'il faut nécessairement le fixer ;
- D'identifier les situations à problème et entrevoir une solution ;
- Répondre aux questions posées au départ ou amorcer des recherches de solutions ;
- Chercher une référence pour la comparaison.

Pour chaque cas présenté, un effort doit être fait pour utiliser des séries longues. L'avantage est certain car, en plus de l'effort de reconstitution des données qui a été fait, on peut analyser plus en profondeur un phénomène comme l'accroissement de la population scolarisable et de la population scolarisée, comme illustré dans le graphique p.15. Avec le calcul du taux d'accroissement de la population, on peut déjà mesurer, sur le graphique, l'écart qui existe entre l'effort de l'offre éducative et l'accroissement naturel de la population. Une première décision politique doit déjà être nécessairement prise en matière de population et en matière d'offre éducative.

Le lecteur qui souhaite en savoir plus peut consulter le site [www.gretaf.org](http://www.gretaf.org) ou [www.afrea.org](http://www.afrea.org) Il y trouvera quelques articles que nous avons écrits sur la situation du Niger.

**Galy K. Abdelkader**, Directeur, Campus Numérique Francophone de Niamey, [abdelkader.galy@auf.org](mailto:abdelkader.galy@auf.org)

## - **RESTITUTION** -

### Le Partenariat dans l'Évaluation de l'Aide au Développement

#### 1. Une constellation d'étoiles<sup>8</sup>

Le Réseau Nigérien de Suivi Évaluation (ReNSE) a été représenté du 25 au 26 mars 2003 à la conférence organisée à Paris par les autorités françaises et le Groupe de Travail sur l'évaluation de l'aide auprès du Comité d'Aide au Développement (CAD/OCDE). L'Agence Intergouvernementale de la Francophonie a fortement contribué à la présence d'experts francophones de l'évaluation.

La conférence a regroupé l'ensemble des parties prenantes de l'aide au développement, notamment les organismes de coopération bilatérale et multilatérale, les ONG de développement, les organismes syndicaux, les bureaux d'études, les universitaires, les réseaux formels et informels d'évaluateurs du Nord et du Sud. L'expertise africaine (le Niger étant le plus fortement

représenté), asiatique et latino américaine étaient présentes mais le partage d'expériences relatives aux thèmes traités penchaient davantage en faveur des pays du Nord (Europe, USA, Australie).

Cette diversité dans la participation et les perspectives induites a conduit un participant<sup>9</sup> à décrire la salle comme une « constellation d'étoiles ».

#### 2. Domaines couverts par la conférence : « La poule va-t-elle traverser la route ? »<sup>10</sup>



La conférence a permis d'échanger sur les pratiques et les standards de l'évaluation de l'aide au développement. Il serait bon tout d'abord de noter que nous parlons ici de l'évaluation, alors que dans les pays du Sud il est de coutume de combiner le suivi et l'évaluation. Cette différence de perception est importante car elle reflète une différence majeure de contexte. Dans les pays du Sud, les capacités des services et structures chargés de la gestion des données et des informations statistiques sont faibles. Cette faiblesse s'accompagne d'un manque de confiance vis-à-vis des publications qui émanent de ces services. En conséquence, la fonction de suivi est systématiquement prise en considération, d'une part pour renforcer et améliorer les services en place et, d'autre part, pour instituer un système autonome et indépendant de gestion de l'information spécifique aux opérations financées à travers l'aide. La qualité des évaluations dépend donc en partie de la performance des services de suivi.

Pour revenir à la conférence, l'objectif général était de partager les expériences et les approches, de renforcer la collaboration entre les différents partenaires engagés dans l'évaluation du développement et, ainsi, d'améliorer la pertinence et l'efficacité de l'aide au développement et de son évaluation.

Les débats se sont organisés autour de quatre thèmes:

- Les critères, pratiques et approches de l'évaluation des différents partenaires du développement ;
- Les nouveaux défis du développement et de l'évaluation ;
- L'évaluation comme moyen de rendre compte (reddition de comptes) ;
- Les moyens de renforcer les capacités et la collaboration entre les différentes communautés de l'évaluation.

<sup>9</sup> Jean Quesnel, Directeur de l'Évaluation, UNICEF

<sup>10</sup> En introduisant la conférence, M. Rob Van den Berg, du CAD, a assimilé les bénéficiaires de l'aide à des poules qui sont sur le point de traverser la route.

<sup>8</sup> Exprime la diversité des participants à la conférence.

Quatre groupes de travail ont été constitués pour approfondir plus particulièrement ces thèmes :

- a. L'Évaluation participative ;
- b. Les pratiques de l'évaluation : impact social et nouvelles techniques ;
- c. L'Internalisation des résultats de l'évaluation ;
- d. L'Évaluation de l'aide humanitaire.

#### *i. L'évaluation participative*

Les expériences présentées ont directement concerné le concept de partenariat et sa mise en œuvre dans le cadre de l'évaluation de l'aide au développement.

Il faut signaler les avancées faites dans la compréhension de l'évaluation comme un outil et un moment d'apprentissage.



Les organisations et les acteurs qui mettent réellement l'accent sur l'apprentissage font en sorte d'assurer la pleine participation des parties prenantes dans toutes les étapes de l'évaluation. Cela peut ressembler à une remise en cause de l'indépendance des équipes chargées de l'évaluation. Il faut en permanence se soucier de l'objectif de l'exercice pour pouvoir combiner ces deux préoccupations qui semblent, à première vue, incompatibles.

Dans la plupart des cas, les évaluations apparaissent comme un moyen pour valider la nécessité de garantir la poursuite des financements ou changer d'approche afin de se mettre au diapason de nouveaux paradigmes. Dans un tel contexte, il n'est pas certain de valoriser pleinement les leçons apprises à travers les expériences précédentes, tout comme il n'est pas évident que les différentes parties prenantes retiennent les mêmes leçons de l'opération qui prend fin ou qui doit continuer. On comprend aisément, dès lors, que la durabilité des actions ne soit pas garantie. La non prise en compte des différences de perceptions et de pensées lors des évaluations est souvent à l'origine des biais dans l'utilisation des résultats.

Pour améliorer la compréhension mutuelle entre le Nord et le Sud, une ONG norvégienne a demandé à des évaluateurs du Sud d'évaluer leur siège. Au-delà des principes, c'est la volonté et le courage de recevoir les points de vue des autres qu'il faut encourager et soutenir.

Un seul groupe de personnes peut-il détenir le monopole de la pensée et des jugements ? Comment combiner efficacement générosité et respect ? Telles sont les questions essentielles que nous devons avoir

à l'esprit lors du processus d'évaluation.

#### *ii. Les pratiques de l'évaluation : impact social et nouvelles techniques*

Dans la plupart des cas, on se soucie plus des impacts économiques, « facilement » mesurables. Les changements sociaux, plus fins et moins visibles, sont peu ou pas pris en compte. Cela est d'autant plus important que ces impacts peuvent prendre des formes imprévisibles. Le champ des évaluations démontre les lacunes suivantes :

- L'évaluation répond davantage aux questions du bailleur : opinion publique, donateur public ou privé etc. ;
- L'évaluation ne prend pas en compte l'impact des changements des politiques, souvent suscitées par ces mêmes donateurs, sur les zones couvertes par l'aide au développement ;
- Les consultants et acteurs locaux sont souvent considérés comme des enquêteurs ou de simples pourvoyeurs d'informations lors des évaluations, occultant de fait leur expertise et leurs responsabilités ;
- Les communautés villageoises et locales ont peu ou pas accès aux résultats des évaluations : les réunions de restitution s'adressent surtout aux équipes des projets et les représentants des bailleurs.

Il est important de se rendre compte que le partenariat implique un changement de mentalités et de comportements de tous les côtés. Comment demander aux populations de changer alors que les processus des évaluations ne reconnaissent pas dans les faits la responsabilité de tous les partenaires ?

L'impression générale sur les débats de ce groupe est surtout que les méthodes d'évaluation d'impact social sont à leur balbutiement, personne n'ayant aujourd'hui la méthode miracle et une bonne pratique dans ce domaine. Les débats ont principalement tourné autour de la sélection des indicateurs permettant le mieux de renseigner l'impact social des projets et programmes. Les débats n'ont pas du tout abordé les questions des politiques publiques (liées aux SRP, OMD, etc.) et les systèmes de suivi évaluation permettant de s'assurer de leur impact sur les populations cibles.

#### *iii. Internalisation des résultats de l'évaluation*

On se demande souvent ce que deviennent les conclusions et les recommandations souvent très pertinentes des missions d'évaluation. On ne se pose pas suffisamment la question de savoir qui établit les conclusions et à qui elles sont destinées.

Une évaluation doit se soucier de la compréhension et de l'acceptation des ses conclusions. Bien souvent, les conclusions sont annoncées ou imposées aux acteurs locaux, ce qui fait que le compromis est souvent apparent autour des résultats.

Les acteurs chargés de mettre en œuvre les recommandations sur place ne voient pas le moyen ou la nécessité de mettre en œuvre les recommandations qui en découleront.

Il ne faut pas oublier que l'évaluation est un dialogue. A ce titre, la confiance et les responsabilités de toutes les parties prenantes doivent être considérées. Elle doit permettre de rendre compte effectivement à toutes les personnes impliquées, donateurs et organisations chargées de la mise en œuvre, et bénéficiaires de l'aide. C'est à ce prix que la pertinence, l'efficacité et l'efficience seront régulièrement démontrées.

La poule, entendez par là les acteurs du développement, pourra ainsi traverser la route sans risque, en prenant le temps nécessaire.

#### *iv. Evaluation de l'aide humanitaire*

L'évaluation de cette forme d'aide donne lieu ces dernières années à de nombreuses polémiques. C'est le domaine où l'assurance qualité des services prend le plus d'importance. Diverses ONG humanitaires se sont lancées dans un processus interne d'amélioration des services dicté non pas par les agences gouvernementales de développement comme c'est souvent le cas, mais pour faire face aux effets pervers ou négatifs de leurs actions. Ils s'efforcent de plus en plus de ne pas faire plus de mal, tant sur le plan de l'environnement écologique que sur le plan social.

### **3. Les moyens de rendre compte**

La conférence a été l'occasion de mettre en lumière certaines difficultés rencontrées par les institutions du Nord elles-mêmes dans le respect de certains principes de base du processus d'évaluation. La présentation faite par un service gouvernemental chargé de l'évaluation de l'aide publique au développement a ainsi révélé que la culture de l'évaluation au sein même des administrations publiques pourvoyeuses d'aide au Nord est également à développer. Plus précisément, la dispersion des services entre plusieurs ministères et agences rend difficiles la coordination et la cohérence de leurs activités par rapport à une structure unifiée d'évaluation. Dans de tels contextes, les pratiques d'évaluation peuvent différer d'une structure à une autre, les services d'évaluation pouvant être plus ou moins externalisés, remettant ainsi en cause l'objectivité des évaluations.

A *contrario*, les ONG du Nord semblent être beaucoup plus novatrices dans la réflexion et l'expérimentation de moyens et processus permettant de rendre compte rapidement et efficacement à leurs partenaires-bailleurs de fonds.

### **4. La communauté des évaluateurs**

Cette conférence a aussi fourni l'occasion aux différentes communautés d'évaluateurs constituées en réseaux internationaux, régionaux et nationaux, comme le ReNSE, de se faire mieux connaître. Le coordinateur du ReNSE, Jean-Charles Rouge, a été invité à présenter officiellement l'expérience du Réseau à la communauté internationale des partenaires. Comme nous le verrons plus en détails dans l'article suivant, ces réseaux sont d'autant plus importants qu'ils sont des podiums où des évaluateurs de différents horizons peuvent se rencontrer. Ils peuvent ainsi contribuer au développement et à l'enrichissement de la culture de l'évaluation dans leur sphère nationale et au-delà.

### **5. Conclusion**

Premier événement du genre dans le domaine de l'évaluation de l'aide publique au développement, cette conférence sur « le partenariat en évaluation » a permis de mettre en place une plate-forme de discussion unique au monde, où l'ensemble des acteurs concernés, du Nord comme du Sud, ont pu se retrouver et partager leurs expériences. Cela étant, l'impression générale est que les thèmes abordés et les discussions engagées sont tous à leur balbutiement.

Les prochaines éditions de cette conférence pourraient donner davantage la parole aux experts du Sud (les partenariats Nord-Sud et le renforcement des capacités nationales en suivi évaluation n'ont pas été suffisamment traités) et intégrer des problématiques sur lesquelles il est urgent de discuter globalement (le suivi évaluation des politiques publiques nationales et des grands objectifs internationaux de développement).

**Amadou Sayo**, Directeur adjoint, Care International Niger, membre du comité de coordination du ReNSE, [asayo@careniger.ne](mailto:asayo@careniger.ne)

Pour en savoir plus, le site de l'Atelier : <http://www.minefi.gouv.fr/TRESOR/cicid/atelier/acueil.htm>

## ***-RESTITUTION-***

**Les communautés d'évaluateurs se renforcent entre Paris, Lima et Johannesburg**

L'année 2003 a été le théâtre d'événements majeurs dans le processus de renforcement des communautés d'évaluateurs. La conférence tenue à Paris en mars 2003 : « Partenariat dans l'évaluation de l'aide au développement » (cf. article précédent) a permis de regrouper un certain nombre de représentants de communautés d'évaluateurs du Nord et du Sud et d'échanger sur leurs pratiques et expériences. Les organisateurs de cette conférence (CAD/OCDE et le

ministère français de l'Economie et des Finances) se sont engagés à répéter l'exercice tous les deux ans au regard du succès de cette première édition et du réel besoin de concertation et d'échanges sur les pratiques d'évaluation.

Fin mars 2003, l'**Organisation Internationale pour la Coopération en Evaluation (OICE)**<sup>11</sup> a été officiellement créée à la suite d'une Assemblée inaugurale à Lima, Pérou, qui a rassemblé les coordinateurs et représentants de 24 réseaux nationaux et régionaux de suivi évaluation d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Australasie, d'Amérique du Nord, et de l'ancienne Union soviétique. L'OICE vise à promouvoir la coopération entre les sociétés, associations et réseaux nationaux et régionaux d'évaluation. Les participants ont eu l'occasion de discuter de différentes façons d'organiser les sociétés et les réseaux d'évaluation, de la mise à l'essai de normes d'évaluation à l'échelle internationale, de la façon dont les évaluateurs ont traité la diversité linguistique et culturelle et de l'importance de la société civile et du renforcement des capacités dans le domaine de l'évaluation. Un conseil d'administration et un comité exécutif reflétant la diversité géographique des membres de l'organisation ont été élus. Quatre groupes de travail ont été créés pour élaborer une constitution, examiner l'incorporation de l'OICE, définir les activités et les programmes généraux, élaborer des stratégies de communication et de mobilisation de ressources.

Le ReNSE était invité à l'Assemblée inaugurale et s'est fait l'avocat des communautés francophones d'évaluateurs par un plaidoyer pour que la langue française, au même titre que l'anglais et l'espagnol, soit une langue officielle de l'OICE. La Constitution de l'organisation reflète aujourd'hui ce souhait et garantit un caractère inclusif à l'OICE. Il est important que la langue ne soit pas une barrière au développement professionnel des évaluateurs qui, aujourd'hui, n'ont pas tous un accès égal aux ressources mises à la disposition par des associations ou des bailleurs de fonds privilégiant l'anglais comme seul moyen de communication.

Lancé officiellement à Pékin en décembre 2002 par le PNUD et la Banque Mondiale, l'**International Development Evaluation Association (IDEAS)**<sup>12</sup> a annoncé, fin 2003, la mise en place effective de son Secrétariat, logé au sein de la Banque sud-africaine de Développement à Johannesburg. IDEAS est une association basée sur le volontariat. Elle a été conçue et mise en place pour renforcer les capacités d'évaluation des pays en développement au niveau national et régional. Ce qui distingue principalement

IDEAS de l'OICE est le champ d'action et la nature des membres. Alors que l'OICE traite des questions d'évaluation dans les pays développés et en développement, IDEAS se concentre sur les problématiques de suivi et évaluation du développement international. Par ailleurs, alors que les membres de l'OICE sont les réseaux nationaux et régionaux de suivi évaluation, sont membres d'IDEAS les individus intéressés ou exerçant un métier lié au suivi évaluation du développement. L'anglais est la langue officielle de cette association, qui n'a pas ailleurs pas encore diffusé son programme d'activités pour 2004.

L'**Association africaine d'Evaluation (AfrEA)**<sup>13</sup> est une organisation parapluie pour les quelques 20 réseaux nationaux existant en Afrique. Elle est basée sur le volontariat des membres de son équipe dirigeante, dont le Secrétariat est, tout comme IDEAS, basé à Johannesburg et logé au sein du Réseau sud africain de suivi évaluation (Evalnet). L'AfrEA vise à renforcer les différentes communautés nationales d'évaluateurs, promouvoir l'expertise africaine et les normes et standards d'évaluation africains, etc. L'AfrEA a tenu sa dernière conférence internationale à Nairobi en juin 2002. Une forte délégation du ReNSE s'y est rendue pour présenter des travaux et méthodes élaborées par des experts nigériens dans le secteur de l'Education, du Renforcement des capacités en évaluation, du Développement et de la recherche agricole, de la Mesure de la pauvreté, tout en tirant par ailleurs profit de sessions parallèles de développement professionnel offertes par des personnalités de renommée internationale. L'AfrEA organisera sa prochaine conférence du 1 au 4 décembre 2004 à Cape Town en Afrique du Sud. Il sera proposé aux membres du ReNSE de faire à nouveau acte de candidature pour le partage d'expériences sur différentes thématiques du suivi évaluation du développement.

Par ailleurs, les experts africains disponibles pour des consultations ont la possibilité d'inscrire gratuitement leur profil (diplômes, expériences professionnelles, spécialités, etc.) dans une base de données accessible directement en ligne sur le site internet de l'AfrEA. Cette base, dédiée à l'expertise africaine en suivi évaluation, est également consultable par les bailleurs de fonds ou tout autre structure à la recherche de consultants pour des missions sur le terrain. Il est ainsi recommandé aux membres du ReNSE de visiter ce site internet qui dispose, par ailleurs, de nombreuses ressources sur le thème du suivi évaluation, et de s'inscrire dans cette base de données en tant que consultant pour être sollicité à participer à d'éventuelles missions.

<sup>11</sup> <http://ioce.net>

<sup>12</sup> <http://www.ideas-int.org>

<sup>13</sup> <http://www.afrea.org>

Il est à noter, enfin, que le dynamisme et les résultats atteints par le ReNSE au niveau national, ainsi que sa visibilité au niveau international, lui valent depuis janvier 2003 d'être membre du Bureau exécutif de l'AfrEA. Le ReNSE est donc partie prenante dans l'élaboration de la Constitution de l'Association qui sera présentée et adoptée au cours de la prochaine conférence, tout comme dans la planification des activités et projets de l'AfrEA, dans la mobilisation de ressources, et dans l'appui aux initiatives visant à la création d'autres réseaux nationaux de suivi évaluation en Afrique francophone.

**L'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (AIF)**<sup>14</sup>, dont le siège est à Paris, a entamé un important travail de réflexion sur le renforcement des capacités nationales en évaluation dans les pays francophones. A travers le dynamisme de sa Direction de la Programmation et de l'évaluation, l'AIF a appuyé un grand nombre d'activités réalisées par l'AfrEA, l'OICE et le ReNSE. Les membres du ReNSE se souviendront notamment de la rencontre organisée en mars 2003 dans les locaux de l'UNICEF à Niamey entre l'AIF et la communauté d'évaluateurs nigériens à l'occasion d'une visite officielle au Niger d'une représentante de l'Agence. De fait, l'AIF est aujourd'hui un partenaire clé dans le paysage francophone de l'évaluation et dans son renforcement. Elle organisera les 16 et 17 septembre 2004 les premières **Rencontres francophones de l'évaluation** à Paris. L'objectif est de permettre la rencontre des associations francophones déjà constituées (Société française<sup>15</sup>, québécoise<sup>16</sup>, suisse<sup>17</sup> et wallonne<sup>18</sup>), des représentants des réseaux nationaux informels identifiés dans les pays du Sud tels que le ReNSE, le réseau sénégalais et mauritanien, et d'un certain nombre de spécialistes représentant la diversité des terrains de la Francophonie institutionnelle. Ces rencontres permettront également d'amorcer la constitution d'un réseau international francophone de suivi évaluation.

Par ailleurs, l'AIF offre la possibilité aux experts francophones en évaluation de s'inscrire en ligne dans une **Banque d'Expertise Francophone**<sup>19</sup>. Ce nouvel outil a pour ambition de répertorier et de mobiliser l'expertise francophone pour la mettre au service du développement des pays francophones et de la valoriser au plan international. Les domaines d'expertise concernés par la Banque sont, à ce stade, ceux qui correspondent aux champs d'intervention de l'Agence, à savoir, la culture et les médias, la diversité linguistique, l'éducation et la formation, le

développement durable, les technologies de l'information, la justice et les droits de l'homme. Ainsi, le ReNSE invite ses membres à s'inscrire dans cette Banque pour pouvoir être sollicité pour des missions et faire valoir l'expertise nigérienne en dehors de nos frontières.

Au titre des nouveautés 2003, deux nouveaux **réseaux nationaux de suivi évaluation** ont vu le jour en Afrique de l'Ouest, au **Sénégal**<sup>20</sup> et en **Mauritanie**<sup>21</sup>. Le réseau sénégalais a été lancé par le Système des Nations Unies (SNU) au Sénégal au terme d'une réflexion interne sur l'opportunité de créer un réseau de professionnels du suivi évaluation au Sénégal. Des réflexions, entamées notamment avec le ReNSE, lui permettront de s'élargir à des acteurs du suivi évaluation extérieurs au SNU en 2004. Pour ce qui est de la Mauritanie, il convient de parler plutôt d'association mauritanienne d'évaluation, car la création d'une organisation formelle a été retenue au profit de celle du lancement d'un réseau informel à l'image du ReNSE.

D'autre part, même si le ReNSE a établi des contacts avec des personnes intéressées à lancer un réseau national de suivi évaluation dans leur pays respectif, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso ou encore le Maroc, aucune autre initiative spécifique ne nous a été signalée au jour d'aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, si ce n'est au **Cameroun**, où il existe un forum de discussion électronique sous le nom d'Association camerounaise de l'Evaluation du Développement (ACED)<sup>22</sup>.

Le ReNSE, de part ses fonctions et responsabilités au sein de l'AfrEA, reste à la disposition de toute personne souhaitant obtenir des conseils dans la conception, la mobilisation de partenariats et le lancement de réseaux nationaux de suivi évaluation.

Un des éléments déterminants dans l'efficacité, le caractère inclusif et l'impact de ces nouvelles initiatives ou organisations d'évaluation est la résolution des contraintes **linguistiques**. Il est manifeste aujourd'hui que la plupart des membres du ReNSE, par exemple, se tournent difficilement vers des opportunités offertes par des associations internationales d'évaluation telles que IDEAS qui use de la langue anglaise comme unique moyen de communication (site internet, bulletins d'information, forum de discussion, etc.). Le cas du ReNSE n'est pas un cas isolé, car aujourd'hui on observe l'émergence de trois communautés d'évaluateurs : les francophones, les anglophones et

<sup>14</sup> <http://agence.francophonie.org>

<sup>15</sup> <http://www.sfe.asso.org>

<sup>16</sup> <http://www.sqep.ca>

<sup>17</sup> <http://www.seval.ch>

<sup>18</sup> <http://www.prospeval.org>

<sup>19</sup> <http://expertise.francophonie.org>

<sup>20</sup> Contact : [eric.de.muyneck@undp.org](mailto:eric.de.muyneck@undp.org)

<sup>21</sup> Contact : [mfall@unicef.org](mailto:mfall@unicef.org)

<sup>22</sup> <http://www.topica.com/lists/cadea>. Contacter [yantio@hotmail.com](mailto:yantio@hotmail.com) pour plus de renseignements

les hispanophones. Au fil des ans, ces communautés ont développé des outils de renforcement de leurs capacités propres. Il est frappant de voir que ces outils sont relativement similaires, à savoir : des fora de discussion électroniques (Xceval, Evaltalk, Evalpres, experts évaluation francophonie, ReLAC, etc.), des réseaux régionaux/linguistiques de suivi évaluation (Réseau d'Amérique Latine, de langue française (en cours), etc.), des banques d'experts qui se distinguent notamment par l'appartenance à une langue spécifique, des sites internet, etc. Ces processus parallèles de renforcement de capacités et d'échanges entraînent de remarquables diversions et dispersions de ressources, si ce n'est que pour des raisons linguistiques. Aujourd'hui, l'OICE est la seule organisation internationale d'évaluation ayant adoptée le français, l'anglais et l'espagnol comme langues officielles, ce qui permet de garantir son caractère inclusif et d'espérer que chacune de ces communautés accèdent aux ressources et activités mises en place par l'organisation.

Ainsi, tout en saluant la dynamique actuelle du processus de renforcement des capacités nationales en évaluation qui s'accompagne d'un intérêt croissant des partenaires au développement pour l'ensemble des organisations d'évaluation, il convient de veiller aux synergies entre ces différentes initiatives/organisations et événements qui prolifèrent. Il en va de leur efficacité et d'un usage optimal des ressources disponibles.

**Jean-Charles Rouge**, Economiste associé, PNUD Niger, Coordinateur, ReNSE  
jean-charles.rouge@undp.org

*Merci à tous les rédacteurs de cette première Lettre du ReNSE ! Les articles qui y sont contenus sont des contributions volontaires de membres et partenaires du ReNSE. Toute personne désirant publier un article est invitée à nous contacter afin que nous puissions programmer sa contribution dans l'une des prochaines éditions de la Lettre. **Contactez le ReNSE et nous vous publierons !***

## A vos calepins !

**8-26 mars 2004** : Participatory Monitoring & Evaluation course, International Institute of Rural Reconstruction ; Cavite, Philippines  
<http://www.iirr.org>

**22 mars-2 avril 2004** : Planification opérationnelle et contrôle de projet, SETYM, Cotonou, Bénin  
<http://www.setym.com> ou [setym@setym.com](mailto:setym@setym.com)

**5-16 avril 2004** : Indicateurs de performance, SETYM, Cotonou, Bénin  
<http://www.setym.com> ou [setym@setym.com](mailto:setym@setym.com)

**3-14 mai 2004** : Processus participatif et gestion de petits projets, SETYM, Cotonou, Bénin  
<http://www.setym.com> ou [setym@setym.com](mailto:setym@setym.com)

**17-28 mai 2004** : Indicateurs de performance, SETYM, Casablanca, Maroc  
<http://www.setym.com> ou [setym@setym.com](mailto:setym@setym.com)

**7-25 juin 2004** : Cours sur la définition et l'implantation des systèmes de suivi évaluation, SETYM, Casablanca, Maroc  
<http://www.setym.com> ou [setym@setym.com](mailto:setym@setym.com)

**14 juin-9 juillet 2004** : International Program for Development Evaluation Training (IPDET), Ottawa, Canada  
<http://www.carleton.ca/ipdet>

**16-17 septembre 2004** : 1ères Rencontres Francophones de l'Evaluation, organisées par l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie, Paris, France  
Contact : [isabelle.sannie@francophonie.org](mailto:isabelle.sannie@francophonie.org)

**30 septembre – 2 octobre 2004** : 6<sup>ème</sup> Conférence de la Société Européenne d'Evaluation sur le thème : "Gouvernance, Démocratie et Evaluation". Appel à communications ouvert jusqu'au 1<sup>er</sup> avril. Berlin, Allemagne  
<http://www.europeanevaluation.org>

**11-29 octobre 2004** : Cours sur la définition et l'implantation des systèmes de suivi évaluation, SETYM, Cotonou, Bénin  
<http://www.setym.com> ou [setym@setym.com](mailto:setym@setym.com)

**1-4 décembre 2004** : Conférence de l'Association africaine d'Evaluation (AfrEA), Cape Town, Afrique du Sud  
<http://www.afrea.org>

*Si vous souhaitez informer les membres du ReNSE de vos formations, conférences ou ateliers sur le suivi évaluation, contactez le ReNSE et nous publierons gratuitement vos informations dans notre prochaine Lettre !*

## - ANNONCE - Evaluations 2004-2003 au Niger

### PNUD Niger

Evaluation de l'Appui du PNUD au processus de Table Ronde 2004 ; contact : [jean-charles.rouge@undp.org](mailto:jean-charles.rouge@undp.org)

*Evaluation de l'effet du Cadre de Résultats Stratégiques du PNUD : « Ressources humaines et financières mobilisées et allouées en soutien au processus de décentralisation et de gouvernance*

locale en zones rurales et urbaines »  
2004 ; contact : abdou.amadou@undp.org

*Evaluation de l'effet du Cadre de Résultats Stratégiques du PNUD : « Le cadre politique et de planification du pays incorpore une approche compréhensive et des cibles spécifiques visant à la réduction de la pauvreté humaine et monétaire »*  
2004 ; contact : abdou.amadou@undp.org

*Evaluation finale du Projet pilote de collecte d'armes illicites et de développement dans l'arrondissement de N'Guigmi (PACD)*  
Janvier 2004 ; contact : tankary.alou@undp.org

*Evaluation d'impact du Réseau nigérien de Suivi Evaluation sur le renforcement durable des capacités en évaluation*  
Déc. 2003 ; contact : jean-charles.rouge@undp.org

*Conception et Définition d'un dispositif de suivi évaluation de la Stratégie de Développement Rural*  
Déc. 2003 ; contact : jean-charles.rouge@undp.org

*Evaluation des prestations des opérateurs privés dans le cadre des Projets d'appui au développement local (PADL) de Mayahi et N'guigmi*  
Sept. 2003 ; contact : solange.degbey@undp.org

*Appui pour la mise en place d'un système de suivi évaluation des Projets d'appui au développement local (PADL)*  
Sept. 2003 ; contact : solange.degbey@undp.org

*Evaluation de la mise en œuvre de l'exécution nationale et de l'approche programme au Niger*  
Sept. 2003 ; contact : abdou.amadou@undp.org

*Radios communautaires pour le développement : Analyse d'une stratégie*  
Juillet 2003 ; contact : dioffo.ibrahim@undp.org

*Evaluation finale du Projet de Consolidation de la Paix dans la Région de Diffa*  
Avril 2003 ; contact : moutari.nahi@undp.org

*Evaluation à mi-parcours des Projets d'appui au développement local (PADL) de N'Guigmi et Mayahi*  
Avril 2003 ; contact : solange.degbey@undp.org

*Evaluation de l'Appui du PNUD au renforcement des capacités du ministère chargé de la planification au Niger sur les 10 dernières années*  
Mars 2003 ; contact : jean-charles.rouge@undp.org

#### **Care International Niger**

*Evaluation finale du projet SIDA Espoir, Maradi (financement CARE France)*  
2004

*Evaluation finale du programme Mata Masu Dubara (financement CARE Norvège)*  
2004

*Evaluation finale du projet Sécurité des conditions de vie des ménages dans le département de Dakoro*  
2004

*Evaluation finale du projet Equité entre les genres et Sécurité des conditions de vie des ménages*  
2004

*Evaluation à mi-parcours du projet Sécurité des conditions de vie des ménages dans le département de Dakoro*  
Octobre 2003 ; contact : mmonimart@careniger.ne

*Evaluation finale du projet Développement Communautaire Baban raffi (3 ans de phase pilote et 5 ans pour la phase principale)*  
Sept. 2003 ; contact : mmonimart@careniger.ne

*Evaluation à mi-parcours du projet Femmes et crédits, Arlit*  
Sept. 2003 ; contact : mpascal@careniger.ne

*Evaluation à mi-parcours du projet Equité entre les genres, Maradi*  
Mars 2003 ; contact : abety@careniger.ne

*Evaluation à mi-parcours du Programme Mata Masu Dubara*  
Février 2003 ; contact : rmoussa@careniger.ne

*Evaluation à mi-parcours du programme Sécurité alimentaire (partenariat avec Africare, HKI et CRS)*  
Contact : pcu@careniger.ne

*Si vous souhaitez informer les membres du ReNSE de vos activités passées et (surtout!) à venir d'évaluation au Niger, contacter le ReNSE et nous publierons gratuitement vos informations dans notre prochaine Lettre !*

### **- ANNONCE -**

#### **Une bibliothèque sur le suivi évaluation**

Le comité de coordination du ReNSE dispose d'une bibliothèque virtuelle contenant un grand nombre de documents traitant du suivi évaluation (manuels, notes techniques, discussion papers, rapports, communications à des conférences, etc.). A ce jour, près de 200 références y sont regroupées, dont la moitié est en langue française. La bibliothèque comporte également 3 modules complets de formation en suivi évaluation en français.

Cette bibliothèque virtuelle est une expérience unique pour un réseau national de suivi évaluation. Son existence et son enrichissement dépendront

bien sûr de vous et des contributions documentaires et volontaires que vous pourrez y apporter. Si vous disposez dans vos ordinateurs de documents de référence traitant du Suivi Evaluation, envoyez-les nous par email et nous les inclurons dans la bibliothèque pour en faire profiter le plus de personnes possibles.

Pour accéder au contenu de cette bibliothèque, trois solutions s'offrent à vous. Si vous voulez obtenir toute la bibliothèque, envoyez au secrétariat du ReNSE, un CD ROM vierge et il vous sera retourné gravé (pour les personnes résidentes à Niamey). Si seuls quelques titres vous intéressent, demandez-les par email, téléphone, etc. et nous vous les acheminerons par courrier électronique (5 ouvrages maximum par demande). Bien sûr, tous les documents sont postés sur le site internet du Réseau et il vous sera également facile de télécharger ceux que vous voulez consulter directement.

**Jean-Charles Rouge**, Economiste associé, PNUD Niger, Coordinateur, ReNSE, jean-charles.rouge@undp.org

## Le Comité de Coordination du ReNSE se renouvelle !

En novembre 2001, les membres du ReNSE ont élu un second Comité de Coordination. Les membres du Comité ont été choisis pour représenter différentes catégories liées au suivi et à l'évaluation, notamment :

- l'Administration
- le Système des Nations Unies (SNU)
- les ONGs et Agences bilatérales
- les Institutions d'apprentissage (Université, ENA, etc.)
- le Secteur privé

Après bientôt deux ans d'activités, il est souhaitable de renouveler les membres du second Comité de Coordination. Si vous voulez poser votre candidature ou celle d'un collègue, vous êtes prié de bien vouloir remplir le formulaire suivant et le remettre à la prochaine réunion du Réseau, nous l'envoyer par poste ou par fax. L'élection se tiendra le 12/02/04.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Titre \_\_\_\_\_ Département \_\_\_\_\_  
Institution \_\_\_\_\_  
Adresse complète \_\_\_\_\_  
Tél \_\_\_\_\_ Fax \_\_\_\_\_  
Email \_\_\_\_\_

Candidature pour la catégorie suivant (entourez) :

1. Administration ; 2. SNU ; 3. ONGs/agences bilatérales ; 4. Université/ENA ; 5. Secteur privé

Les membres du Comité de Coordination sont des professionnels respectables, engagés personnellement pour le développement du Réseau et qui ne reçoivent aucune rémunération pour leur travail volontaire au sein du Comité de Coordination.

### La Lettre du ReNSE

est une publication semestrielle d'information sur la vie du Réseau et l'actualité nationale et internationale du suivi évaluation. Elle se veut aussi être une tribune pour la promotion de l'expertise nigérienne en suivi évaluation.

La Lettre est diffusée au niveau national grâce à l'appui de partenaires stratégiques s'engageant à supporter les coûts d'impression et de diffusion.

La Lettre du ReNSE est également accessible sur le site internet du réseau (<http://www.pnud.ne/reNSE>) et peut être envoyée par courrier électronique.

### Ont contribué à ce numéro :

Galy K. Abdelkader, Amadou Sayo, Quy-Toan Do, Marcel de Montgolfier, Jean-Charles Rouge

### Rédacteur en chef et maquette :

Jean-Charles Rouge

### Comité de rédaction / coordination du ReNSE :

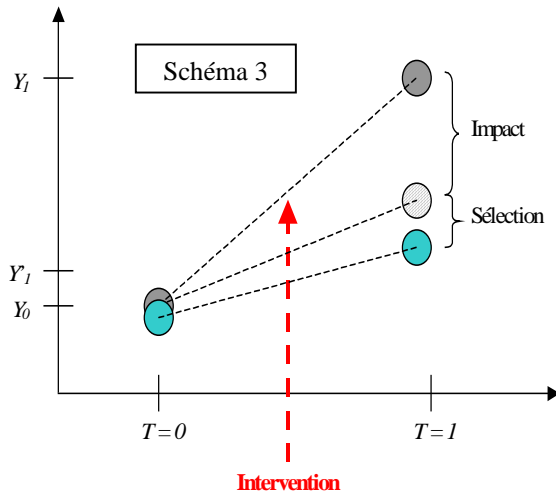
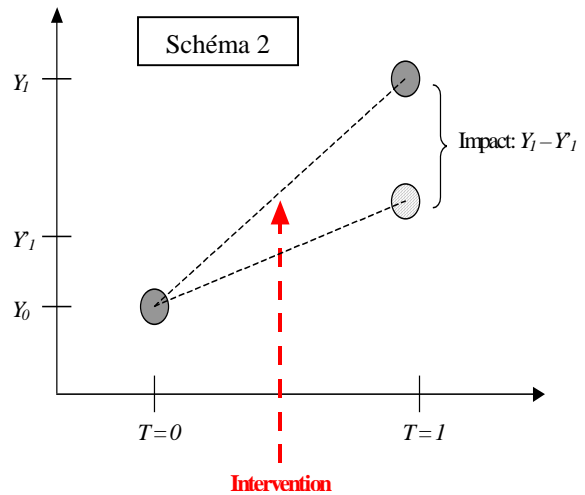
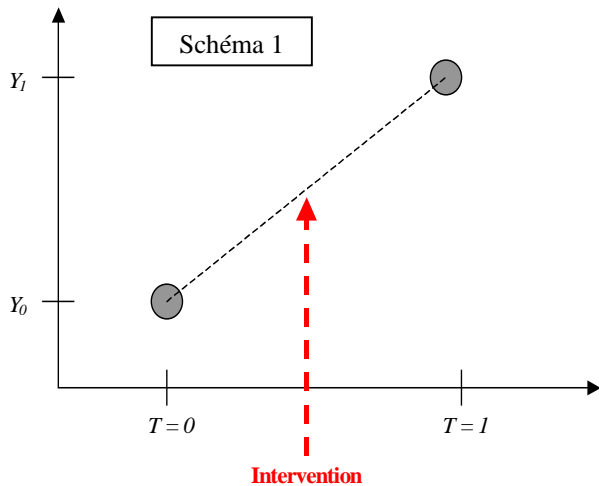
Amadou Sayo, Maman Sani Sanda, Attaher Khamed Ibrahim

Le Réseau nigérien de Suivi Evaluation souhaite remercier

**CARE INTERNATIONAL NIGER**

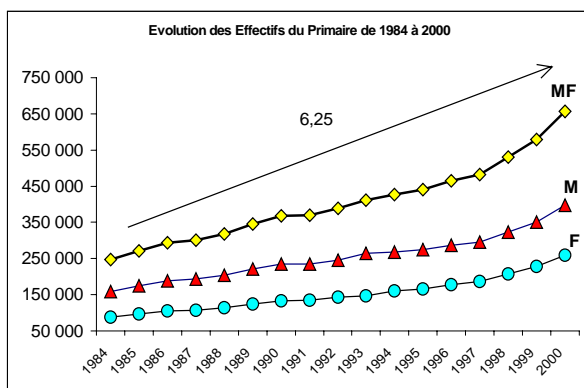
d'avoir sponsorisé la publication, l'impression et la diffusion de ce premier numéro de la Lettre

## ANNEXE GRAPHIQUE



### Méthode des tableaux de bord en Education

ANNEES	M	F	M.F
1984	159 395	88 292	247 687
1985	174 651	96 938	271 589
1986	188 333	105 178	293 511
1987	194 255	106 709	300 964
1988	203 047	114 793	317 840
1989	220 435	124 413	344 848
1990	235 477	133 252	368 729
1991	234 594	135 523	370 117
1992	245 228	144 024	389 252
1993	264 414	146 515	410 929
1994	266 955	159 974	426 929
1995	275 316	165 306	440 622
1996	287 131	177 136	464 267
1997	295 577	186 488	482 065
1998	322 247	207 559	529 806
1999	351 469	228 017	579 486
2000	396 833	259 756	656 589



La population scolarisée doublé en 16 ans (taux de croissance annuel moyen 6,25 %) ; la croissance des effectifs des filles (tca 6,98%) est un peu plus rapide que celle des garçons (5,87%). Selon les statistiques démographiques nationales, la croissance du groupe d'âge 5-14 ans est de 4,28% pendant la même période. La croissance des effectifs devient plus franche à partir de l'année 1997/98. L'indice de parité F/M connaît une amélioration progressive mais lente encore. Les efforts doivent continuer en terme de recrutement, doublés d'une politique de maîtrise de la croissance démographique.

## Le ReNSE – Note d'information

### Un réseau dévoué à l'amélioration des pratiques professionnelles au Niger

Le Réseau nigérien de Suivi et Evaluation (ReNSE) est un groupe informel de professionnels en Suivi et Evaluation ou intéressés par la discipline et les thèmes y relatifs. L'objectif global du Réseau est :

- Engager un processus durable de renforcement des capacités nationales en suivi et évaluation par la mise en place d'un forum qui contribuera à la définition de normes, de méthodologies et de pratiques professionnelles dans le domaine du suivi et évaluation au Niger.

Le réseau a pour objectif spécifique :

- Développement d'une culture de Suivi évaluation et des compétences nationales en Suivi évaluation.

Cet objectif sera atteint à travers une série d'actions:

- Faciliter l'apprentissage informel par l'échange d'expériences et de compétences ;
- Organiser des sessions de formations formelles ;
- Faciliter l'échange d'informations ;
- Faciliter la rencontre entre la demande et l'offre dans le domaine du Suivi évaluation ;
- Créer et maintenir une banque de données sur les évaluateurs ;
- Promouvoir des normes et des pratiques professionnelles.

Aujourd'hui, plus de 200 personnes participant à l'amélioration des programmes et des projets grâce au Suivi évaluation sont membres du Réseau nigérien de Suivi Evaluation (ReNSE).

La création de ce réseau en août 1999 entre dans le cadre d'un processus africain de constitution de réseaux nationaux. Le Niger s'intègre à ces mouvements afin de bénéficier et contribuer à son tour aux échanges d'expériences et de compétences à l'échelle internationale.

### Pourquoi devenir membre du ReNSE?

- Accès à une communauté nationale et internationale d'évaluateurs;
- Un site Web interactif contenant toutes les activités du réseau, de nombreux documents et liens;
- Avis concernant la tenue d'activités de perfectionnement professionnel;
- Invitation au séminaire de formation annuel;
- Avis concernant des opportunités d'emplois et de contrats;
- Insertion dans la base de données d'évaluateurs;
- Mise en contact avec des membres d'autres réseaux africains et internationaux;
- Accès au Bulletin semestriel d'information sur la vie du réseau et l'actualité internationale en Suivi évaluation.

### Perfectionnement professionnel

#### *Forum de discussion et formation formelle*

Une des principales activités du ReNSE est la tenue de réunions thématiques tous les deux mois. Ces fora de discussion sont le cadre idéal pour discuter des grandes questions théoriques et pratiques liées au Suivi évaluation.

Le ReNSE souhaite, par ailleurs, organiser chaque année un séminaire de formation de deux semaines à Niamey pour ses membres.

#### *Normes*

En 2001, le ReNSE a participé à la rédaction des Guides directeurs de l'Evaluation africaine à l'invitation de l'Association africaine d'Evaluation (AfrEA), et en assure la promotion auprès de ses membres.

### Organisation du ReNSE

Un comité de coordination est élu tous les deux ans. Ses cinq membres représentent différentes catégories liées au Suivi évaluation: **l'Administration, le Système des Nations Unies, les ONGs et les bilatéraux, les Institutions d'apprentissage et les Bureaux d'études/consultants free lance.**

Les activités du réseau reposent sur le **bénévolat de ses membres** et sur la **recherche permanente d'alliances stratégiques** avec des partenaires pouvant soutenir financièrement et matériellement ses initiatives. De nombreuses coopérations multilatérales, bilatérales, des centres de recherche et d'autres réseaux nationaux de Suivi évaluation nous permettent aujourd'hui de réaliser nos plans d'action.

**Huit groupes thématiques** sont actifs et nous vous encourageons fortement à participer à leurs activités: Bonne gouvernance, Pauvreté/Vulnérabilité, Education, Santé/SIDA, Environnement/GRN, Stratégie de Développement Rural/Sécurité alimentaire, Gestion financière des ONGs, NTICs pour le développement.

Certains groupes ont pour objectif, entre autres, d'appuyer le gouvernement du Niger, via des activités de conseil, à la mise en place de systèmes de Suivi évaluation pour la **Stratégie de Réduction de la Pauvreté**. Ils ont à cet effet des activités particulières avec les membres du Secrétariat Permanent du DSRP.

*Si vous voulez savoir ce qui se passe dans le domaine du Suivi évaluation au Niger et soutenir le dynamisme d'un réseau par le biais de votre organisation, le Réseau nigérien de Suivi Évaluation est la structure toute indiquée pour vous!*

*L'adhésion au ReNSE est **gratuite**. Il vous suffit de contacter le Coordinateur national ou un des points focaux régionaux ou de remplir et envoyer le questionnaire disponible sur notre site web (<http://www.pnud.ne/reNSE>).*